

**NOTE**

---

du Secrétariat

à Groupe de travail XI « Europe sociale »

---

**Objet : Note de synthèse de la réunion du 11 décembre 2002**

---

**1. Les valeurs essentielles de l'Union**

A propos de valeurs essentielles relatives au domaine social qui devraient figurer à l'article 2 de l'avant-projet de Traité constitutionnel, les membres du groupe de travail se sont rapidement accordés sur les principes selon lesquels l'article 2 devrait être court et précis et qu'il fallait opérer une distinction entre les valeurs et les objectifs, chaque valeur pouvant être déclinée en plusieurs objectifs. Ainsi, si l'égalité de traitement et des chances a été reconnue comme une valeur par l'ensemble du groupe, la promotion de l'égalité de traitement entre hommes et femmes a-t-elle été reconnue comme un objectif dérivant de cette valeur.

Le Président a rappelé aux membres du groupe que l'article 7 TUE rendait possible des sanctions à l'encontre des États membres qui ne respecteraient pas les principes (ou valeurs) de l'Union. Une disposition similaire est prévue à l'article 45 de l'avant-projet de Traité constitutionnel.

Le groupe s'est également prononcé en ce sens qu'il ne fallait pas rouvrir la Charte européenne des droits fondamentaux mais qu'une référence à la Charte à l'article 2 était possible.

Le groupe a établi une première liste des valeurs qui pourraient figurer à l'article 2 et qui comprend les notions suivantes:

- l'égalité, au sens de l'égalité de traitement (non-discrimination) et de l'égalité des chances,
- la solidarité, que d'aucuns ont préféré à la notion de justice sociale qui a été proposée par certains membres du groupe. Il a été suggéré que la justice sociale figure plutôt parmi les objectifs.
- la dignité de la personne,
- la solidarité, notamment entre générations,
- la démocratie.

Certains membres ont également proposé la notion de durabilité en termes d'économie, de politique sociale et environnementale et cette notion a reçu un accueil favorable de la part du groupe. Cependant, plusieurs membres du groupe ont estimé que la durabilité ne constituait pas une valeur mais un objectif majeur.

La notion de tolérance a été proposée également. Cependant, certains membres ont estimé que la notion de tolérance n'était pas suffisante et qu'il fallait la préciser par une référence à l'antiracisme et au caractère multiculturel et multiethnique de la société européenne.

Le Président a invité les membres à faire de propositions de textes relatifs à l'article 2 de l'avant-projet de traité constitutionnel.

## **2. Les objectifs généraux de l'Union**

A propos des objectifs généraux de l'Union devant figurer à l'article 3 de l'avant-projet de Traité constitutionnel, le débat a porté sur les éléments suivants:

Le groupe a débattu de la question de savoir si les objectifs de l'Union devaient nécessairement correspondre à des domaines de compétence de l'Union ou si ces objectifs devaient s'adresser également aux États membres dans la sphère de leurs compétences, sachant que la politique économique est une compétence des États membres, la politique sociale une compétence partagée et l'emploi une compétence complémentaire de l'Union. Plusieurs membres ont cependant insisté sur

la nécessité d'avoir un équilibre entre les objectifs et les instruments pour les mener à bien.

L'opinion qui s'est dégagée au sein du groupe a été que les objectifs ne devaient pas se limiter à ce qui était réalisable par l'Union seule mais devait également s'adresser aux États membres dès lors que l'Union dispose de compétences complémentaires dans les domaines en question.

Plusieurs membres ont insisté sur la nécessité d'ériger le plein emploi comme un des objectifs majeurs de l'Union, rappelant le Conseil européen à Lisbonne et Barcelone avait désigné le plein emploi comme un objectif essentiel des politiques économiques et sociales. Plusieurs autres membres ont cependant indiqué qu'un haut niveau d'emploi correspondait davantage à l'objectif que devait poursuivre l'Union et que ce qui importait était de créer des conditions favorables à la création d'emploi. La notion d'"employability" a été mise en exergue à ce propos.

Plusieurs membres ont souligné qu'il fallait joindre à cet objectif, l'égalité des chances mentionnées parmi les valeurs mais qui doit être surtout un objectif, consistant par exemple dans le libre accès à la formation professionnelle qui est lié au principe du droit de travailler tel qu'il figure à l'article 15 de la Charte des droits fondamentaux.

Ont été cités comme objectifs appelés à figurer à l'article 3: l'économie sociale de marché, la cohésion économique et sociale, la création de postes de travail stables, la protection sociale universelle, l'accès à des services d'intérêt général efficaces et de qualité.

Certains membres ont rappelé que le texte de l'article 3 devait être équilibré en ce sens que la dualité de l'objectif devait y figurer à savoir un haut niveau de protection sociale dans une économie de marché veillant à assurer la compétitivité. Certains ont estimé que le texte figurant dans l'avant-projet de traité constitutionnel couvrait bien l'ensemble des objectifs à poursuivre.

D'aucuns ont également attiré l'attention sur le fait qu'il fallait éviter d'entrer dans les moyens pour se limiter aux objectifs.

La promotion de l'égalité entre hommes et femmes a été largement approuvée par le groupe comme devant figurer parmi les objectifs, ainsi que la promotion de l'intégration sociale, à côté de l'objectif d'un niveau de protection social élevé figurant dans l'actuel article 2 TCE. A cet égard, assurer la protection sociale universelle a été suggérée comme objectif par un membre.

Le groupe a insisté sur le fait qu'il ne fallait reculer par rapport aux objectifs actuellement mentionnés à l'article 2 TCE.

Certains membres ont souhaité que certains objectifs spécifiques figurant à l'article 3 TCE soient promus comme objectifs généraux, par exemple, les objectifs en matière de santé et d'éducation. La lutte contre l'insécurité économique et l'exclusion sociale devrait également, selon certains membres, figurer à l'article 3 de l'avant-projet de traité constitutionnel.

A propos des services d'intérêt général, l'accent a été mis sur le fait qu'ils étaient liés à l'accès aux services de base (santé, éducation, ...) pour tout citoyen qui devait figurer selon de nombreux membres parmi les objectifs. Les services d'intérêt général sont, selon eux, un moyen afin de réaliser cet objectif. C'est pourquoi, plusieurs membres ont souhaité une disposition horizontale qui garantisse l'accès, et partant la fourniture, des services de base, sans nécessairement exclure l'application des règles du marché intérieur aux prestataires de ces services.

La promotion de l'économie sociale de marché et/ou du modèle social européen a été mentionnée par plusieurs membres comme un objectif de l'Union afin de sauvegarder tant le système de protection existant que la compétitivité de l'économie européenne.

Le développement durable économique et social a été indiqué comme devant figurer parmi les objectifs.

Enfin, certains membres ont souhaité que la cohésion économique et sociale entre les États et les régions figure parmi les objectifs.

## **2. Les compétences de l'Union**

Le groupe s'est interrogé à propos des compétences actuelles figurant au traité. Alors que certains membres considéraient que la gamme actuelle de compétences était suffisante, d'autres ont souhaité que l'Union puisse légiférer dans les domaines actuellement exclus par l'article 137 paragraphe 6 TCE, à savoir les rémunérations, le droit d'association, les droits de grève et de lock-out. Certains membres ont souhaité que, s'il fallait étendre les compétences de l'Union, les nouvelles compétences relèvent de la catégorie des compétences complémentaires.

D'autres se sont fortement opposés à cette extension de compétence, soulignant que le droit de grève ne devait pas être réglementé au niveau européen. De même, en ce qui concerne les rémunérations, ils ont indiqué que celles-ci sont définies contractuellement par le biais de conventions collectives nationales et qu'il n'était pas souhaitable de les fixer au niveau européen. Les tenants de l'inclusion des rémunérations parmi les compétences de l'Union ont avancé pour leur part qu'il ne s'agissait pas de fixer les salaires au niveau européen mais de prévoir le droit pour les partenaires sociaux d'en discuter.

Il a été souligné que la véritable ligne de division dans le partage des compétences en matière sociale était fixée par la nature de l'action de l'Union qui soit légifère matériellement, soit se limite à accompagner les politiques des États membres. A cet égard, il a été souligné que lorsqu'il s'agit de compétences complémentaires, la coordination des politiques des États membres devaient être assurée au niveau de l'Union par le biais de grandes orientations adoptées par celle-ci.

Certains membres ont souligné qu'il ne pouvait y avoir de véritable marché intérieur sans normes sociales uniformes, sans harmonisation sociale et sans services d'intérêt général et que les compétences en matière sociale devaient s'articuler par rapport aux compétences dans le domaine économique.

D'autres membres ont souligné que l'Europe sociale existe et qu'il y a une très abondante législation européenne dans le domaine social (environ 230 textes législatifs ont-ils précisé) mais qu'il fallait une meilleure coordination entre les grandes orientations de politique économique et la politique de l'emploi, ainsi que le groupe de travail sur la gouvernance économique l'a souligné.

La question de l'unanimité requise au Conseil pour les matières figurant à l'article 137 paragraphe 3 TCE a également été abordée. D'aucuns s'interrogeant sur la réalité de ces compétences, l'unanimité rendant très difficile l'adoption de toute législation communautaire dans ces domaines. Certains exemples ont été cités, notamment en matière de sécurité sociale des travailleurs migrants ou en matière de transfert des droits acquis dans les systèmes de sécurité sociale.

A ce propos, l'opinion générale au sein du groupe fut qu'il était souhaitable de prévoir la majorité qualifiée en matière de transfert des droits dans les systèmes de sécurité sociale liés à des activités transfrontalières. Le groupe fut unanime à considérer que l'Union ne devait pas s'impliquer dans la gestion des systèmes de sécurité sociale et que, dans ce domaine, son champ légitime d'action se limitait aux situations transfrontalières.

Certains membres ont souhaité généraliser le vote à majorité qualifiée dans tout le domaine social et fiscal.

Certains membres ont également souhaité que la compétence en matière d'égalité entre hommes et femmes aille au-delà du domaine des chances sur le marché du travail et du traitement dans le travail pour couvrir tous les domaines de l'Union.

Plusieurs membres ont également souhaité un renforcement des dispositions relatives aux services d'intérêt général figurant actuellement à l'article 16 TCE. A cet égard, la Commission a annoncé une prochaine contribution technique.

Plusieurs membres ont également regretté la faiblesse des dispositions actuelles du traité en matière de protection de la santé (article 152 TCE) et ont plaidé en faveur d'une rédaction du traité constitutionnel qui intègre l'évolution de la jurisprudence en ce domaine.

Plusieurs membres du groupe ont rappelé que le principe de subsidiarité devait s'appliquer dans le domaine social également et que chaque État membre devait pouvoir prendre des décisions relatives à son niveau de protection social, l'Union ne devant agir qu'en cas de situation transfrontalière ou ayant une implication sur le marché intérieur, par exemple en matière de compatibilité des systèmes de sécurité sociale en cas de migration à l'intérieur de l'UE ou en raison de problèmes de concurrence générés par les législations en matière de temps de travail notamment dans le domaine du transport routier.

Alors que certains membres ont affirmé que la politique de concurrence et le marché intérieur avaient des conséquences néfastes en matière de protection sociale, d'autres membres ont affirmé que le marché intérieur et les règles de concurrence qui en sont indissociables n'ont en rien

provoqué l'érosion sociale mais qu'au contraire une économie performante était seule en mesure de contribuer à la prospérité nécessaire à la pérennité des systèmes de protection sociale. D'autres membres voyaient le marché intérieur comme un outil dans le but d'accroître le bien être de la population, les services d'intérêt généraux s'y intégrant afin que, dans le cadre des règles de concurrence, tous aient accès aux services de bases quels que soient leurs moyens financiers.

Plusieurs membres ont marqué le souhait que les dispositions du traité relatives aux compétences en matière sociale soient regroupées dans un seul chapitre.

---